

**L**e rapport des politiques au savoir, en particulier scientifique, est une question particulièrement complexe. Une grande diversité d'interlocuteurs est concernée : laboratoires et centres de recherche universitaires, organisations internationales, bureaux d'études privés, instituts de sondage, services d'études des administrations, des partis et des groupes de pression pour n'en citer que quelques-uns. Les relations prennent des formes plus nombreuses encore : expertises et conseils, rapports de recherche, enquêtes et sondages, audits, évaluations, conférences ou séminaires, observatoires, évaluations... Les frontières de cet espace de relations multiples et multiformes sont floues et changeantes. Si les rapports entre le politique et le savoir se sont intensifiés et complexifiés ces dernières années, les tendances sont difficiles à cerner avec précision et ne sont pas forcément convergentes. Le premier intérêt de ce dossier est dès lors de montrer qu'il faut se garder d'une vision simpliste du rapport entre le politique et le savoir. Le second intérêt est de montrer pourquoi ce rapport serait en train de changer profondément.

*Une vision simpliste est d'abord une vision a-historique, explique Éric Mangez. Dans chaque pays, le rapport entre le politique et le savoir s'inscrit dans un contexte particulier. Les principaux acteurs du système consociatif belge — les piliers — se partagent le pouvoir et procèdent chacun à leurs propres choix (par exemple en matière d'enseignement) et à leurs propres analyses. Dans ce système, l'évaluation, les enquêtes générales et les grandes banques de données ne font guère partie de la culture, chacun restant seul maître chez lui. Or, il se fait que notre espace national est de moins en moins autonome, que les comparaisons internationales s'imposent dans tous les secteurs et que de nouvelles instances sont mises sur pied pour générer plus systématiquement des connaissances utiles à l'action publique. Dans un contexte de pénurie de moyens où l'on ne peut plus financer, sans coordination, de multiples « États dans l'État », une page est donc en train de se tourner.*

*Une vision simpliste est encore une vision a-politique du rapport du politique au savoir. Le politique mobilise le savoir en fonction d'intérêts politiques, non pour le savoir en lui-même. Si le savoir est nécessaire pour éclairer la décision et l'action, il est aussi et surtout utile au politique pour se légitimer, parer ses décisions des atours de la rationalité, produire de l'information susceptible de faire une communication efficace, explique Christophe Mincke. L'image de la science véhiculée par le politique est alors idéalisée (la vérité objective sur laquelle la décision s'appuie) tandis que les scientifiques sont stigmatisés pour rester dans la tour d'ivoire dans laquelle les mêmes politiques les enferment. Dans ce jeu de dupes, l'expert supplante le savant tandis que le conseiller en communication filtre et valorise les savoirs intéressants. Il n'en existe pas moins des politiques capables et désireux de dialoguer vraiment avec les scientifiques, comme il existe des scientifiques capables et désireux de s'impliquer davantage, avec ces politiques, dans la recherche de solutions aux problèmes concrets.*

*Une vision simpliste du rapport entre le politique et le savoir est une vision linéaire de ce rapport, montre Bernard Delvaux. Il n'y a pas, en amont, des producteurs de connaissances et, en aval, des utilisateurs politiques qui les prennent ou les rejettent telles quelles. Entre les uns et les autres, les relations sont circulaires, comportant des ajustements multiples et des re-compositions au fil desquelles se combinent plusieurs types de connaissances, de natures composites. Les politiques attendent des savoirs qu'ils les aident à définir les problèmes et à indiquer quelles pistes doivent être privilégiées. Dans ces buts, les connaissances doivent pouvoir être incorporées dans des arguments utilisables dans le champ politique, et donc présentées sous une forme simplifiée qui donne le sentiment d'un monde politiquement maîtrisable. Sous-tendues par des croyances collectives, des paradigmes cognitifs acceptés et des valeurs largement admises, elles peuvent alors prendre la forme de l'évidence.*

*Car une vision simpliste du rapport entre le politique et le savoir repose sur une conception substantialiste de la connaissance qui suppose qu'elle procède spontanément de processus purement cognitifs, libres de toute pesanteur sociale et institutionnelle. Il n'en est rien. L'élaboration et l'accueil des savoirs constituent des processus indissociablement institutionnels et cognitifs au terme desquels certaines manières de penser et d'analyser les problèmes sont considérées comme normales et légitimes tandis que d'autres sont rejetées ou sombrent dans l'oubli. Dans le domaine politique plus qu'ailleurs, où la connaissance sert pour une large part à légitimer les décisions prises ou à prendre, il importe de penser de façon compatible avec la manière légitime de définir les problèmes et d'envisager leurs solutions, et de ne valoriser que les connaissances, scientifiques ou non, qui s'y conforment. Luc Van Campenhoudt met au jour ces processus qui sous-tendent les*

*types de savoirs privilégiés par le politique et montre comment les modes de pensée dominants sont historiquement construits.*

*Enfin, une vision simpliste du rapport entre le politique et le savoir repose sur une conception étroite de la rationalité selon laquelle, grâce à des connaissances scientifiques sûres, les moyens de résoudre les problèmes peuvent être décidés en fonction de fins bien définies. Avec le problème aujourd'hui central de la gestion du risque, cette conception ne tient plus, explique Francesco Padilla. Les politiques doivent intégrer l'incertitude comme composante fondamentale de la société actuelle. Multiples (financiers aussi bien qu'écologiques), produits pour une large part par l'activité humaine et largement imprévisibles, les risques sont d'autant plus difficiles à maîtriser que la science est incapable d'avancer à leur sujet des connaissances indiscutables. C'est pourquoi la gestion des risques est devenue une question éminemment politique, c'est-à-dire qui doit faire l'objet de choix pour la collectivité en situation toujours changeante et incertaine. Pour cette raison, précisément, les politiques doivent bénéficier chaque fois que possible d'un délai raisonnable en vue d'envisager une diversité de solutions, autrement dit, bénéficier d'un « pouvoir d'indécision » permettant de trouver les principes d'action adéquats dans un contexte sans fins définies une fois pour toutes. Sans fin, en somme. Le rapport entre le politique et le savoir s'en trouve transformé. Sans doute plus utile que jamais, le savoir scientifique n'est plus imbu de son autorité et de ses certitudes. Il ne s'oppose plus radicalement au savoir profane. Il ne dicte plus, il accompagne, en intégrant l'incertitude et en s'inscrivant dans le processus de politisation nécessaire de la gestion du risque.*

*Si l'ignorance et la méconnaissance peuvent être sources de pouvoir, l'incertitude, comme nouveau destin, peut être source de partage du pouvoir. « Le jeu n'est pas celui que l'on prétend jouer », chacun des cinq auteurs illustre et pourrait reprendre à son compte cette phrase du texte de Christophe Mincke. Cela ne se passe pas comme on croit, en effet. Mais il y a plus encore : cela ne se passera plus jamais comme avant. ■*

**RN**